

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 169 - VENDREDI 8 FEVRIER 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

François l'Africain ?
Honni soit qui Mali pense ! ●

AGENDA MILITANT

→ 12 février

Clichy/Bois [Égalité hommes-femmes](#)

→ 14 février

Monde [Flash-mob contre les violences faites aux femmes](#), exposition

→ 14-17 février

Ivry/Seine [Comment ils ont inventé le chômage](#), théâtre

→ 22 février- 3 mars

Saintes [6^e festival Dire le monde](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Une guerre a eu lieu](#),
Nathalie M'Dela-Mounier

→ Débats

[Mariage, adoption... émancipations](#),
Eric Fassin, Stéphane Lavignotte

→ Humour, humeurs,
[Le rap de Monsanto](#)

C'est quand, le changement ?

L'an dernier, l'activité des hôpitaux a augmenté plus fortement que prévu, conduisant sans surprise au dépassement de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) fixé pour 2012. Sans surprise, car cet ONDAM hospitalier est systématiquement fixé à un niveau inférieur à l'évolution prévisible des dépenses. À ce titre, l'ONDAM hospitalier pour 2013, voté par le Parlement de gauche à l'automne dernier, n'échappe hélas pas à la règle : c'est l'une des raisons pour lesquels les députés du Front de gauche ont voté contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013.

Afin de limiter cet effet inflationniste de la tarification à l'activité des établissements de santé, et de rester dans l'enveloppe fermée qui leur est allouée, le gouvernement applique un mécanisme dit "de régulation prix/volume", instauré par la précédente majorité, qui consiste, en cas de forte activité, à baisser les tarifs des actes remboursés par l'Assurance-maladie aux établissements. Ainsi, les hôpitaux sont à la fois invités à augmenter leurs actes pour compenser leur déficit budgétaire et pénalisés par la baisse des tarifs de ces mêmes actes si leur activité augmente.

Non seulement ce mécanisme comptable est proprement diabolique, mais il se double d'une injustice flagrante lorsque le gouvernement annonce son intention de baisser de 1,71 % les tarifs des établissements publics et de 0,53 % seulement ceux des cliniques privées. Après l'annonce d'un crédit d'impôt compétitivité-emploi qui bénéficiera aux cliniques privées, mais pas aux hôpitaux publics, cette réintroduction de la convergence tarifaire entre les établissements publics et privés, que la dernière loi de financement de la Sécurité sociale est censée avoir supprimé, est un nouveau soutien apporté aux cliniques lucratives, au détriment des établissements publics.

Il est temps d'en finir avec la maîtrise comptable des activités de santé instaurée depuis tant d'années par la droite, ainsi que les suppressions des lits, les fermetures de services et de maternités.

Il est temps d'abroger la loi Hôpital patients santé territoires, comme nous le proposons lors du dernier PLFSS, pour donner enfin aux hôpitaux et à ceux qui y travaillent les moyens de remplir leur fonction dans la sécurité au service de nos concitoyens.



● **Jacqueline Fraysse**
Député des Hauts-de-Seine

La révolution informationnelle antichambre autogestionnaire du communisme 2.0 ?

Dans son livre *Une autre façon de faire de la politique*, Jean Lojkine, sociologue et directeur de recherche émérite au CNRS, explore les transformations induites par les nouvelles technologies de l'information, dans la société et dans le combat pour la transformation de la société. Il plaide pour une stratégie autogestionnaire qui suppose de révolutionner la politique.



Que désigne-t-on par “révolution informationnelle” ?

C'est une notion complexe qui a fait l'objet d'interprétations divergentes. D'un côté, on a une version techniciste, la “société de l'information”, qui gomme complètement ses aspects contradictoires, liés à l'usage capitaliste des nouvelles technologies de l'information, à l'hyper-marchandisation des “produits” informationnels réduits à des objets marchandises (ventes en lignes sur internet, etc.). De l'autre, on réduit la révolution informationnelle à un mythe, une utopie néo-libérale qui cache la réalité des rapports capitalistes, considérés comme immuables.

Mon interprétation vise à être plus dialectique, en insérant ce concept dans la périodisation historique du capitalisme, au cœur du conflit entre les forces productives et les rapports de production. Mon

point de départ est le constat que le capitalisme a “changé de base”, en passant de la révolution industrielle d'où il est né

Il y a conflit entre l'usage capitaliste et l'usage “communiste” des nouvelles technologies de l'information (...), entre la logique de la rentabilité et l'essor des services collectifs de formation de l'humain, de développement des individus, de création, de coopération.

(révolution de la machine-outil et du machinisme, division entre le travail manuel

et le travail intellectuel, production et consommation de masse) à la révolution informationnelle : objectivation de certaines fonctions du cerveau humain dans une machine-prothèse pas comme les autres, l'ordinateur, déplacement de l'exploitation capitaliste du travail à l'intérieur même du travail intellectuel, potentialités nouvelles issues du travail en réseau, décentralisé, auto-organisé. Mais il y a conflit entre l'usage capitaliste et l'usage “communiste” des nouvelles technologies de l'information, comme l'a bien vu Bill Gates, adversaire implacable des “logiciels libres” ! Il y a conflit antagonique entre le “traitement” capitaliste de l'information selon la logique de la rentabilité, de l'évaluation marchande, et l'essor des services collectifs de formation de l'humain (éducation, recherche, culture, communication, urbanisme, santé, protection sociale), de développement des individus, de création, de coopération. ●●●

●●● C'est pour moi la raison profonde de la poursuite "incompréhensible" de la crise systémique, selon les schémas du capitalisme industriel, et donc de la nouveauté de la crise actuelle qui a commencé à la fin des années 1960, qui dépasse les analyses des crises du système capitaliste industriel, y compris la crise systémique de 1929. Au-delà de la crise économique, avec l'originalité des services de formation de l'humain qui ne s'identifient pas avec le mode de consommation industriel et refusent l'obsolescence des produits standards, il y a la crise des modes de vie (obsolescence des produits, épuisement du couple voiture + supermarché + délitement du tissu urbain), et plus encore la crise civilisationnelle du libéralisme.

Dans votre livre, vous évoquez une « nouvelle forme de lutte des classes ». Quelle révolution informationnelle introduit-elle dans le capitalisme ?

La prolétarianisation originale du travail d'information, du travail intellectuel dans le capitalisme informationnel est le résultat de l'usage capitaliste des technologies de l'information : il s'agit notamment des tentatives du nouveau "management

public" pour traiter le travail d'éducation, de formation, d'information, de soin, comme s'il s'agissait d'un travail de production industriel standard soumis à

L'appropriation sociale des entreprises nationalisées, c'est tout l'enjeu d'une révolution informationnelle qui serait fondée sur l'accès de la masse des travailleurs aux informations stratégiques de l'entreprise, de la cité, des différents niveaux territoriaux du pouvoir politique.

l'évaluation selon les critères de gestion capitalistes à l'oeuvre dans les entreprises capitalistes. Les luttes nouvelles

des enseignants, des chercheurs, des soignants, des travailleurs sociaux témoignent du refus massif de ces travailleurs de l'information de voir les services publics réduits à des entreprises capitalistes. De même, les luttes mondiales des jeunes diplômés "indignés" du sort qui leur est réservé témoignent d'un nouveau front de lutte contre le capitalisme libéral, qui n'arrive plus à donner un emploi qualifié à cette génération de jeunes. La classe ouvrière n'est plus aujourd'hui la seule composante du salariat soumise à l'exploitation du capital. Encore faut-il cependant que ces fronts de luttes aient une traduction politique qui permette de dépasser l'opposition culturelle entre les familles populaires et les familles des travailleurs intellectuels, précarisées mais qui ne s'identifient pas au prolétariat industriel, ni au niveau de l'école, ni au niveau de l'habitat.

Votre analyse de la révolution informationnelle vous conduit à souligner l'actualité d'une visée autogestionnaire. Pourquoi ?

La civilisation informationnelle est une civilisation autogestionnaire, comme on peut le voir dans les formes de démocratie nées d'Internet. Encore faut-il ●●●

●●● que ces mouvements se fédèrent, dépassent leur dimension purement libertarienne et fassent leur jonction avec les formes de démocratie représentative ; faute de quoi, les petits groupes informels ne pourront pas subsister et contrer les hiérarchies verticales du pouvoir et les clivages entre représentants et représentés.

En affirmant qu'avec la révolution informationnelle l'enjeu de l'accès (à l'information, à la formation, aux droits...) se substituerait à l'enjeu de la propriété, n'y a-t-il pas risque de sousestimer le rôle que joue l'appropriation privée des moyens de production et d'échange pour déposséder le plus grand nombre et maintenir ainsi la domination capitaliste ?

Nous avons en France l'expérience historique de séries de nationalisations (1945, 1981) des secteurs clés de l'économie et du secteur bancaire qui n'ont abouti à aucune appropriation de ces entreprises par les travailleurs, malgré les lois Auroux qui, en 1982, avaient permis la présence d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration, et même malgré l'instauration des premières formes de démocratie directe avec les conseils

d'atelier et de service. Parallèlement, la nationalisation totale, sous la forme de l'étatisation, des entreprises soviétiques n'a abouti de même à aucune appro-

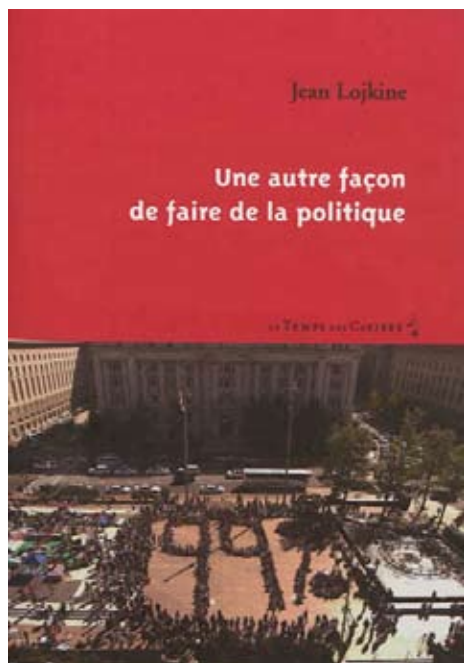
**Au lieu “d’attendre”
la “conquête
du Palais d’hiver” (...),
il faut commencer
par mener la bataille
de l’opinion publique
dans les entreprises
et la cité,
et déclencher
des cercles
vertueux reliant un
approfondissement
de la démocratie
représentative et (...)
de la démocratie
directe à la base.**

priation par les salariés des pouvoirs de décisions dans leur entreprise, monopolisés par le parti-État. Certes, la nationalisation offre en elle-même un levier

indispensable pour changer les rapports de force et donc l'orientation de la stratégie de l'entreprise. Encore faut-il que les salariés, à tous les niveaux, aient la volonté politique d'intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères, et en même temps le sentiment que cette révolution culturelle dans les rapports de travail est possible. L'appropriation sociale des entreprises nationalisées, c'est justement tout l'enjeu d'une véritable révolution informationnelle qui serait fondée sur l'accès de la masse des travailleurs aux informations stratégiques de l'entreprise, de la cité, des différents niveaux territoriaux du pouvoir politique, de façon à pouvoir peser réellement sur les prises de décision.

Vous revenez sur l'élan qui a existé autour de la théorie du capitalisme monopoliste d'État dans les années 70, et sur son “échec final” en raison de son orientation étatiste et économiste.

Si un jeune lecteur relit les travaux marxistes dans les années 1960-1970 de la section économique du PCF, il ne peut qu'être frappé à la fois par la nouveauté de l'analyse de la “crise de suraccumulation-dévalorisation” du capital, qui donna tout son sens à la thèse d'une “nouvelle phase” ●●●



Une autre façon de faire de la politique
Jean Lojkine
Le temps des cerises, 2012
234 p., 18 €

●●● du capitalisme et permet de comprendre le sens des mutations que subissait alors la société capitaliste, et par ses limites, dues essentiellement à sa visée économiste.

Le PCF était encore fortement influencé par l'hypothèse léniniste d'une liaison directe, mécaniste, entre le « capitalisme monopoliste d'État (CME) » et la transition vers une société socialiste dont le CME serait "l'antichambre". L'idée de l'État simple "instrument" des monopoles capitalistes était en contradiction avec l'hypothèse d'un État expression de la lutte des classes, concentration d'un rapport de force entre le capital et le travail, comme on a pu le voir avec l'expérience – positive – du Front populaire ou de la France de 1945, à la différence de l'État nazi ou même du *New Deal* aux USA.

Alors que les partis traditionnels se focalisent sur la conquête du pouvoir d'État, vous soulignez qu'il y a beaucoup de pouvoirs interdépendants dans la société, d'où votre idée qu'il faut un processus pour s'appropriier et transformer les pouvoirs. Comment engager un tel processus ?

Mon hypothèse, Gramscienne, tient en deux axes forts. Premièrement, re-

tourner le rapport entre la conquête du pouvoir d'État au sommet et la conquête de l'hégémonie par en bas : au lieu "d'attendre" la "conquête du Palais d'hiver", ou la victoire électorale des partis de gauche, pour s'attaquer aux transformations structurelles de la société capitaliste, ce qui n'arrivera jamais, commencer par mener la bataille de l'opinion publique dans les entreprises et la cité, en mobilisant les salariés et les citoyens directement sur leur lieu de travail et leur lieu de vie. Deuxièmement, fédérer, coordonner, horizontalement mais aussi verticalement, les expériences locales en s'appuyant sur les tremplins qu'offrent les différents échelons de la décentralisation territoriale, en déclenchant des cercles vertueux reliant un approfondissement de la démocratie représentative (contrôle des élus, rotation des fonctions électives) et un approfondissement de la démocratie directe à la base. Mais on ne peut en rester là : qui dit processus de transformation, voire de dépassement du capitalisme, dit en même temps périodisation du temps long et visée stratégique des étapes, des sauts qualitatifs, des repères permettant de situer le processus en cours sur la voie du socialisme et du communisme.

Vous soulignez la nécessité de dépasser la culture politique traditionnelle et le partage des rôles entre mouvement social, syndicats et partis, et en définitive les constructions du type Front populaire ou Programme commun. Pourquoi ce dépassement est-il à l'ordre du jour et comment le réaliser ?

Il faut dépasser le clivage entre la monopolisation du politique par les partis politiques traditionnels et la monopolisation du social par les syndicats et les associations de la société civile. Cela renvoie à la fois à la transformation du rôle des syndicats (une ouverture de la section syndicale à la démocratie directe des assemblées générales et des différentes formes de coordination, comme on l'a vu lors des mouvements sociaux depuis 1995 notamment) et des partis politiques eux-mêmes : remise en cause du centralisme pyramidal, reconnaissance du droit de débattre et des droits des minorités, etc. En même temps, les mouvements sociaux ne peuvent s'en remettre à l'illusion du spontanisme et de l'anarcho-syndicalisme. S'ils refusent désormais toute "courroie de transmission" entre syndicat et parti politique, ils doivent alors s'engager eux-mêmes sur la voie des propositions ●●●

●●● alternatives et trouver de nouvelles formes de concertation avec les partis représentatifs et les lieux d'élaboration des politiques gouvernementales.

Vous abordez aussi le besoin d'investir la question de l'utilité sociale ou sociétale de l'action publique, les questions de gestion et d'évaluation, contre les discours qui mettent en cause par principe l'évaluation ou l'implication sur les enjeux de gestion. Pourquoi proposez vous cette stratégie ?

Il y a aujourd'hui une forte contestation de l'évaluation "quantitative", "comptable" des grands services publics par les personnels et les usagers. C'est un mouvement essentiel de contestation des politiques néo-libérales, mais on ne peut en rester là, sous peine de retomber justement dans la subordination politique des mouvements sociaux à des partis de "gouvernement" qui confondent gestion et gestion capitaliste, libérale. Il y a d'autres critères d'évaluation possibles des politiques de formation, de recherche, de santé, de culture. L'adversaire n'est pas le chiffre ou le comptable, mais bien la logique libérale qui sous-tend les indicateurs que l'on tente d'imposer.

Quel est votre rapport au communisme ?

Si le communisme n'est qu'un mouvement sans frontière ni étapes, il restera une utopie ; tout processus

de transformation implique des critères pour situer les transformations réalisées, au-delà des illusions sur l'idée d'un "continu" mouvement linéaire, sans périodisation historique. Autant je partage les critiques développées contre la vision mécaniste d'une "étape" inéluctable et unique menant au socialisme puis au

La notion même de communisme trouve une concrétisation dans les "biens communs" non marchands (recherche scientifique, santé, culture, logiciels libres) auxquels se réfèrent les participants des luttes menées contre la marchandisation des services de formation de l'humain.

communisme, autant je pense qu'il faut chercher des tendances globales, plurielles, qui se dégagent dans le monde, à l'instar de ce que l'on a cherché à analyser comme "les socialismes" d'Amérique latine. Quant à la notion même de communisme, elle trouve une concrétisation dans les "biens communs"

non marchands (recherche scientifique, santé, culture, logiciels libres) auxquels se réfèrent les participants des luttes menées contre la marchandisation des services de formation de l'humain ; mais cette référence restera utopique tant que l'on n'aura pas réglé la question du rapport des forces qu'implique le "partenariat entre public et privé", autrement dit le rapport entre logique marchande et logique non marchande. Quelle est la logique dominante par exemple dans l'économie numérique entre la défense des biens communs inhérents aux logiciels libres et la commercialisation marchande des services vendus sur la Toile, qui fait la force des monopoles capitalistes de l'information, promoteurs de la logique propriétaire et de la brevetabilité de l'information ? Plus généralement, ne faut-il pas distinguer globalement l'étape décisive que pourrait représenter dans un processus de transformation sociale, la régulation publique d'une économie mixte (encore capitaliste), mais bien loin encore d'une société communiste qui supposerait d'abord, pour moi, la victoire des valeurs non marchandes, et la perte de l'hégémonie néo-libérale auprès des anciennes classes dominées.

● Entretien réalisé par **Gilles Alfonsi**



Imaginaire collectif

On ne peut pas dire que le mot d'ordre de grève de l'intersyndicale FSU-CGT-Solidaires ait remporté un franc succès jeudi dernier. Maigre participation à l'heure d'information syndicale, peu de débat en salle des profs, 10 % de grévistes au final, mon collègue n'a pas échappé à l'ambiance morose du moment.

On ne peut pas dire non plus que mes collègues considèrent que le gouvernement fait ce qu'il peut dans un contexte de crise auquel il serait difficile d'échapper.

Le conseil d'administration qui examine la DGH (dotation globale horaire) pour 2013 s'est tenu. Le texte présenté, voté par l'ensemble des représentants enseignants, parents, élèves, agents et élus de la commune, dit clairement que nous n'avons pas vu le changement et que la prétendue priorité donnée à l'Éducation nationale ne se concrétise pas dans cette dotation.

Mais voilà, nous sortons de 10 ans de discours dont le but a été de diviser les fonctionnaires et les salariés du privé. C'est ainsi que ma collègue me dit: « *Votre grève, ça ne m'intéresse pas, ce que je veux, c'est faire la peau des patrons qui s'en mettent plein les poches.* »

Et 20 ans d'échec des mobilisations contre les réformes successives de la Fonction publique (décentralisation, salaires au mérite, RGPP, précarisation, gel des salaires, LOLF...), ça pèse.

Si on ne prend pas à bras le corps le sentiment de n'avoir pris sur rien, on risque de ramer longtemps. Depuis des années, on lutte le dos au mur, en essayant de limiter les dégâts.

Même s'ils ont besoin d'être étendus, transformés, renouvelés pour mieux répondre aux besoins des usagers, les services publics ont fait la preuve de leur efficacité. Libérés (en partie?) de la recherche de profit, et des logiques de rentabilité financière, ils représentent une grande partie de l'activité économique du pays.



Ce ne sont pas les services publics qu'il faut réduire, c'est avec la tutelle des actionnaires qu'il faut en finir pour créer dans chaque entreprise des collectifs de travail, où les producteurs de biens et de services maîtriseront les investissements. Nous pourrions ainsi en finir avec l'opposition entre public et privé et inventer une nouvelle définition d'un secteur commun d'activité (éducation, santé, eau, transport, communication...) et un secteur d'activité partielle en nous appuyant sur cet acquis fondamental de la Fonction publique qui considère chaque travailleur comme porteur d'une qualification (grade) quel que soit l'emploi occupé pour l'étendre à tous les secteurs d'activité.

Ce ne sont pas les services publics qu'il faut réduire, c'est avec la tutelle des actionnaires qu'il faut en finir pour créer dans chaque entreprise des collectifs de travail, où les producteurs de biens et de services maîtriseront les investissements.

Utopique ? N'y avait-il pas une part d'utopie chez celles et ceux qui ont imaginé la Sécurité sociale au lendemain

de la seconde guerre mondiale dans un pays dévasté et qui permis de faire vivre ce principe communiste : « *Chacun donne selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* » ?

● Sylvie Larue





Cerise rouge. La veille du séminaire sur le communisme organisé par l'Association des communistes unitaires, j'ai relu *L'Idéologie allemande* (1846) de Karl Marx. J'y ai trouvé 23 occurrences pour le terme individu, 15 pour le terme communisme, 1 pour le terme parti. Il faut dire que j'ai relu le texte à l'endroit.

Cerise écrasée. Un réseau puissant, soupçonné d'avoir truqué des centaines de rencontres de football dans le monde a été démantelé, a révélé l'office européen de police Europol. Selon les premiers éléments de l'enquête, 380 matchs ont été truqués entre 2008 et 2011, impliquant plus de 400 arbitres, dirigeants, joueurs et criminels. Ainsi que des matchs de la Ligue des champions et de grands championnats européens (qualifications à la Coupe de monde et à l'Euro). Du jamais vu. Car corrompre des clubs, des arbitres ou des joueurs de ce niveau exige des moyens considérables. La déontologie est un sport de combat.

Burlat. Avec les paris sportifs, les spéculateurs ont droit au double effet *Kiss Cool* : ils engrangent des bénéfices et blanchissent l'argent. Accident ? Le secteur ressemble comme deux gouttes de sueur à un marché financier, où les risques sont associés à la perspective de profits démesurés. La différence avec les grandes banques ? Ici, des joueurs sont augmentés quand ils perdent. Les paris sportifs prospèrent à l'échelle mondiale dans les conditions de la concurrence « libre et non faussée » : le consommateur se dirige vers le producteur de son choix, les sites comparateurs de cotes l'orientent vers la meilleure offre. L'idéologie est un sport de combat.

Cerise noire. Au rugby, truquer un match est plus compliqué. Il faut acheter le capitaine, le buteur, des joueurs clés. Et la mêlée, ce pack des huit joueurs avant, n'est pas facile à briser. La résistance est un sport collectif.

Griotte. Des syndicalistes condamnés pour avoir refusé un prélèvement ADN (Continental), pour avoir fait le lien sur leur blog entre le suicide de leurs collègues et les conditions de travail (Eurodisney), pour s'être opposés à la construction d'une installation de production d'énergie ou d'un aéroport... Ils sont ainsi des milliers en France, représentants syndicaux, militants associatifs ou politiques à avoir été lourdement sanctionnés. Une proposition de loi visant à amnistier « *les faits commis à l'occasion de mouvements sociaux, d'activités syndicales et revendicatives* » sera présentée le 27 février par les parlementaires du Front de gauche. Vu le traitement infligé cette semaine aux sidérurgistes venus défendre l'emploi et l'acier devant le Parlement européen, bloqués et fouillés dans leurs autobus à 10 kms de Strasbourg, empêchés de défiler, essayant des tirs de Flash-Ball pendant la manif, cela promet. La sidérurgie est un sport de combat.

Pruneau. Après le concert des Enfoirés l'autre dimanche, Gad Elmaleh a tweeté : « *La folie ce soir à Bercy, ce soir, avec les Enfoirés. Longue vie aux Restos du Cœur.* » Gad, la prochaine fois, au lieu de souhaiter longue vie à la misère et à la précarité, si tu lisais à la télé le discours de Victor Hugo à l'Assemblée nationale (1849) : « *Je ne suis pas, Messieurs, de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde, (...), mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, Messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire.* »

Cerise mystère.



Gay pride à Moscou dans les années 70 (Agence Tass).

● **Philippe Stierlin** 

Τυροπιτάκια

PMA et GPA : l'expérience grecque

Voici une histoire banale en Grèce : Andonía ne pouvait pas avoir d'enfant ; sa sœur et son beau-frère ont donc conçu un enfant pour elle et son mari ; l'Église grecque, qui tenait alors les registres de l'état-civil, a arrangé les déclarations au moment du baptême de l'enfant... qui va fêter cette année son quarante-septième anniversaire.

Depuis toujours, des couples ont pu ainsi avoir un enfant ; à la seule et tacite condition que l'affaire reste familiale. Et lorsque l'Église perd l'exclusivité de l'état civil, le Parlement grec reconnaît la gestation pour autrui comme la procréation médicalement assistée : si la GPA n'est autorisée que pour des raisons médicales, la PMA est ouverte aux femmes célibataires.

Les couples homosexuels peuvent en témoigner : la Grèce n'est pas un pays modèle ! Mais, que dans ce pays où le statut de l'Église est régi par la Constitution, PMA et GPA aient pu faire consensus doit nécessairement nous interroger.



● Gilles Boitte

Bienenstich

L'eau dans le colimateur du profit

2 millions de personnes des 27 États européens, dont 130 000 en Allemagne, et 2 milliards dans le monde n'ont pas accès au service minimum de l'eau.

La Commission européenne a lancé l'offensive sur l'eau en introduisant l'obligation de soumettre à appel d'offre toute délégation de service public de l'eau et de l'assainissement à partir de 8 millions €. Si les collectivités locales gardent la main sur le choix ou non d'une DSP, il s'agit bien de généraliser la marchandisation de l'eau.

En commission Marché intérieur et protection des consommateurs (sic), les député-e-s Verts et de die Linke se sont opposés à ce projet, validé par les conservateurs et les socialistes.

Die Linke relaie l'initiative citoyenne européenne (1) lancée au départ par les syndicats du public de la Confédération européenne pour tenter d'obtenir un débat parlementaire et contrer le projet. Les syndicats allemands ver.di et DGB appuient l'ICE. Campagne de sensibilisation, cette démarche n'a toutefois pas pouvoir de décision politique.



● Michèle Kiintz

(1) <http://www.right2water.eu/fr>

Algérie - 50 ans Paroles et écritures au féminin pluriel



publie une "revue trimestrielle de Femmes en Méditerranée", *étoiles d'encre*, dont le dernier numéro de 2012 est consacré à l'Algérie, à l'occasion des 50 ans de l'indé-

pendance algérienne. Une revue à deux entrées :

- Côté pile : brefs récits, poèmes, petits articles sur le cinéma algérien ou sur des groupes de femmes, hommage à Mouloud Feraoun, peinture et montage de photos d'une artiste algérienne constituent une mosaïque aussi bigarrée et contrastée que les souvenirs ou la mémoire familiale des auteures.

- Côté face : les "Mémoires d'une jeune fille engagée" restituent les années 60-62 Dans ce texte à la première personne, Anita Fernandez s'appuie sur son journal, des lettres de sa mère, les quotidiens de l'époque et ses recherches dans les archives. S'entremêlent ainsi la vie quotidienne d'une toute jeune femme, dans un milieu d'intellectuels, d'artistes et gens de gauche, qui, étudiante à Aix puis apprentie monteuse à Paris, s'engage, participe aux activités d'un groupe de "porteurs de valise", saisit les échos de la guerre en France entre indifférence des "métropolitains" et sensibilisation croissante, ainsi que les violences de l'OAS ou de la police de Papon. Le parti-pris d'écriture sans afféterie et la structuration de ce récit de 120 pages en font un témoignage authentique et sensible,

Côté face toujours : les "tapisseries" de Christine Peyret font remonter à la surface un vécu d'enfant enfoui dans l'oubli, sinon refoulé. Accompagné d'un texte de l'artiste, ce travail de «Broderies d'une enfance en temps de guerre» à partir de photos donne aux sujets à la fois une épaisseur et une étrangeté qui interpellent.

À sa manière, cette revue apporte sa contribution à la perception d'une histoire dont est fait notre présent, sur les deux rives de la Méditerranée.

● Michèle Kiintz



304 p. - 15 €

<http://www.chevre-feuille.fr>

L'image de la semaine

La réalité retouchée

La police grecque a publié sur son site des photos retouchées, maquillant la violence de ses interventions que *The Guardian* qualifie de « *style Guantanamo* » (en haut à gauche photo retouchée de l'original à droite). Accompagnant des deux photos cette caricature (en bas) : « *J'ai besoin d'un médecin - Des idioties. T'as seulement besoin d'un peu de Photoshop.* »

(Extrait du quotidien Eleftherotypia le 04/02/2013, cité par Panagiotis Grigoriou, historien et ethnologue, <http://greekcrisisnow.blogspot.fr/>.)



● « **Un meurtre commandité** ». Tunis, 6 février, Chokri Belaïd, secrétaire du Parti des patriotes démocrates, a été assassiné. Il travaillait à constituer un large front de forces démocratiques qui était sur le point d'aboutir. L'opposition dénonce le parti au pouvoir Ennahda, accusé de se servir de la violence de son aile la plus dure, avec ses milices qui tentent de créer un climat de guerre civile, pour empêcher la transition démocratique de la Tunisie.

flexion. Des actes et synthèses seront publiés dans les prochaines semaines. Des contributions sont déjà disponibles sur le site communistesunitaires.net. La prochaine séance aura lieu le samedi 30 mars sur la journée. Elle combinera des échanges à partir de problématiques préalablement mises en discussion et une représentation théâtrale avec Laurent Eyraud, auteur et comédien de la pièce *L'héritage*, présentée lors du dernier Festival d'Avignon. Ouvert à tous.

● **Sexisme, machisme au féminin-masculin.** Un conseiller en investissement financier et une chef d'entreprise ont déversé sur Nafissatou Diallo un flot d'insanités le 21 janvier dans les "Grandes gueules" sur RMC : une « *chance de toucher une somme pareille* », « *un conte de fée* », alors qu' « *elle n'a rien pour elle, elle ne sait pas lire, pas écrire, elle est moche comme un cul, et elle gagne 1,5 million, c'est quand même extraordinaire, cette histoire !* » Certes, de tels propos ne salissent que celui et celle qui les tiennent, mais ils traduisent une banalisation de la violence physique, des agressions sexuelles et des viols. Nous devons combattre les uns et les autres.

Séminaire **Communisme**

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire "Communisme" a été lancé le 2 février à Paris, avec une séance dédiée au "cahier des charges" de ce nouvel espace de ré-

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

